



Conseil de sécurité de l'ONU
Débat ouvert

Les effets du changement climatique et de l'insécurité alimentaire sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales

New York, le 13 février 2024

Déclaration lue par S.E. Alexandra Baumann
Secrétaire d'Etat

Monsieur le Président,

Depuis la création des Nations unies, les Etats Membres ont réalisé ensemble des progrès remarquables. Pendant longtemps, les conflits et l'insécurité alimentaire ont reculé.

Nous n'avons malheureusement pas su garder le cap.

Au cours de la dernière décennie, **l'insécurité alimentaire aigüe** a massivement augmenté. En dépit des objectifs fixés par l'Agenda 2030, près de 800 millions de personnes sont confrontées à la faim de manière chronique. Les **conflits** en sont la cause première, comme le montrent le risque de famine à Gaza et l'insécurité alimentaire croissante au Soudan. Dans d'autres contextes à l'agenda de ce Conseil, le **changement climatique** est un facteur déstabilisant. Pour promouvoir et consolider la paix, il faut mieux saisir les interactions entre ces trois dimensions.

Ce débat tombe donc à point nommé. Nous remercions le Guyana de nous avoir réuni autour de ce thème. Nos remerciements s'adressent également au Secrétaire général, au Secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, Monsieur Stiell, à la Directrice générale adjointe de la FAO, Madame Bechdol et à Madame Leiva Roesch, pour leurs exposés.

Vos interventions ne laissent aucune place au doute : nous avons besoin **d'un multilatéralisme renforcé**. Si l'objectif qui nous réunit reste le même qu'il y a près de 80 ans, le monde, lui, a changé. Les défis sont de plus en plus connexes. Nous devons donc trouver des nouveaux moyens pour consolider la paix.

Le Nouvel agenda pour la paix nous indique le fil conducteur à suivre - celui de la **prévention** :

Grâce aux progrès scientifiques, divers systèmes d'alerte précoce ont été développés pour l'insécurité alimentaire, les conflits et les urgences climatiques. Nous devons maintenant nous assurer qu'ils puissent opérer ensemble. En effet, les défis connexes exigent des systèmes

en réseau permettant de **relier les données**. Ainsi seulement pourrons nous éviter les angles morts en matière de prévention et agir pour assurer la sécurité alimentaire à long terme.

Une meilleure intégration entres les différents acteurs est également nécessaire. Nous saluons la collaboration entre le Conseil de sécurité et l'ensemble du système onusien, mais également avec les organisations régionales, comme l'Union africaine, les organisations régionales économiques, les acteurs locaux et la science.

Dans cette logique, la Suisse a récemment organisé des dialogues sur les impacts du changement climatique et des conflits sur la sécurité alimentaire avec l'ensemble de ces acteurs.

Le Nouvel Agenda pour la paix propose aussi de **pistes concrètes pour l'action de ce Conseil**.

Pour parvenir à des réponses adaptées aux contextes, le Conseil doit prendre en compte l'impact du changement climatique sur la paix et la sécurité. Par exemple en mandatant les missions onusiennes d'analyser les risques liés au changement climatique. La sécurité alimentaire doit aussi faire partie de cette équation. Le Conseil doit également servir de plateforme pour l'alerte précoce et pour mobiliser les efforts de la communauté internationale.

Certes, les conflits, la faim et le changement climatique interagissent de manière différente dans chaque contexte. Ce constat ressort des discussions au sein du groupe informel d'experts sur le climat et la sécurité que nous présidons avec le Mozambique. Mais le résultat de cet engrenage est toujours le même : **plus d'instabilité et d'insécurité**. Nous l'observons au Sahel, au Myanmar ou encore à Haïti.

Pour agir contre la faim causée par les conflits, le Conseil s'est doté d'une base claire en adoptant la Résolution 2417. En tant que points focaux au sein du Conseil avec le Guyana, nous sommes engagés pour faciliter sa mise en œuvre. Concernant l'impact sécuritaire du changement climatique, des progrès ont été réalisés au cas par cas dans plusieurs résolutions. Nous soutenons la recherche d'un consensus entre les membres du Conseil pour qu'il puisse se doter d'un cadre stratégique en vue d'une action cohérente et responsable face aux défis climatiques.

Monsieur le Président,

Les outils pour renforcer la prévention existent. Encore faut-il la volonté politique de les saisir. C'est notre devoir face au triple fléau des conflits, de la faim et du changement climatique.

Etant donné que les populations les plus vulnérables sont affectées de manière disproportionnée, nous devons tout mettre en œuvre pour que le droit international soit respecté. Face aux souffrances causées par la violation de ces normes universelles, nous ne pouvons pas simplement compter sur la résilience des populations.

Je souhaite conclure en rappelant que les défis connexes exigent des réponses intégrées. En faisant de la prévention une priorité politique, le Nouvel agenda pour la paix peut nous mettre sur la bonne voie. Le Sommet de l'avenir sera l'occasion de l'emprunter ensemble.

Je vous remercie.

UN Security Council
Open debate

**The Impact of Climate Change and Food Insecurity on the Maintenance of International
Peace and Security**

New York, February 13 2024

Statement read by H.E. Alexandra Baumann
State Secretary

Unofficial translation

Mr. President,

Since the creation of the United Nations, Member States have made remarkable progress together. For a long time, conflicts and food insecurity have been on the decline.

Unfortunately, we failed to stay the course.

Over the past decade, acute food insecurity has massively increased. Despite the targets set by the Agenda 2030, almost 800 million people still face chronic hunger. Conflict is the primary cause, as demonstrated by the risk of famine in Gaza and growing food insecurity in Sudan. In other contexts on this Council's agenda, climate change is a destabilizing factor. To promote and consolidate peace, we need to better understand the interactions between these three dimensions.

This debate is therefore very timely. We thank Guyana for bringing us together to discuss this topic. Our thanks also go to the Secretary-General, the Executive Secretary of the United Nations Framework Convention on Climate Change, Mr. Stiell, the Deputy Director-General of the FAO, Ms. Bechdol, as well as Ms. Leiva Roesch, for their statements.

Your speeches leave no room for doubt: we need reinforced multilateralism. While the objective that unites us remains the same as it was nearly 80 years ago, the world has changed. Challenges are increasingly interconnected. We must therefore find new ways to consolidate peace.

The New Agenda for Peace points us in the direction of prevention:

Thanks to scientific progress, various early warning systems have been developed for food insecurity, conflict and climatic urgences. We now need to ensure that they can work together. Indeed, the related challenges call for networked systems that enable data to be linked. Only then can we avoid blind spots in prevention and act to ensure long-term food security.

Better integration between the various actors is also necessary. We welcome collaboration between the Security Council and the UN system as a whole, as well as with regional organizations such as the African Union, regional economic organizations, local players and science.

With this objective in mind, Switzerland recently organized dialogues on the impact of climate change and conflict on food security with all these actors.

The New Agenda for Peace also proposes concrete paths for the Council's action.

In order to develop context-specific responses, the Council must take into account the impact of climate change on peace and security. For example, by mandating UN missions to analyze the risks associated with climate change. Food security must also be part of the equation. The Council must also serve as a platform for early warning and for mobilizing the efforts of the international community.

Of course, conflict, hunger and climate change interact differently in each context. This is clear from discussions held in the informal group of experts on climate and security that we chair with Mozambique. But the result is always the same: more instability and insecurity. We witness this trend in the Sahel, Myanmar and Haiti.

To take action against conflict-induced hunger, the Council adopted a clear basis in Resolution 2417. As focal points for hunger and conflict within the Council with Guyana, we are committed to facilitating its implementation. With regard to the security impact of climate change, progress has been made on a case-by-case basis in several resolutions. We support the search for a consensus among Council members so that a strategic framework for coherent and responsible action in the face of climate challenges can be adopted.

Mr. President,

The tools exist to reinforce prevention. What is needed is the political will to seize them. This is our duty in the face of the triple threat of conflict, hunger and climate change.

Given that the most vulnerable populations are disproportionately affected, we must do our utmost to ensure that international law is respected. In the face of the suffering caused by the violations of these universal norms, we cannot simply rely on the population's resilience.

I would like to conclude by reminding you that interconnected challenges require integrated responses. By making prevention a political priority, the New Agenda for Peace can put us on the right track. The Summit for the Future will be an opportunity for us to embark on this path together.

I thank you.